

L'Orient

25 novembre 1926

LA DISCUSSION GENERALE DU BUDGET DE 1927 A LA CHAMBRE  
UNE INTERVENTION DE M. MICHEL CHIHA – DEPUTE DE BEYROUTH 2/3

LE RETOUR A UNE MONNAIE DE COMPTE OR

Revenons au budget de 1927 pour constater que malgré le retour à la base de l'or et l'emploi de la livre libano-syrienne de 100 piastres or, comme monnaie de compte, le projet de budget de 1927 n'est pas en augmentation sensible sur celui de 1926. Toutes réserves faites (pour les raisons que je viens de dire) quant à l'origine des recettes budgétaires, le total des recettes n'a rien d'impressionnant.

Le retour à l'or impliquait des redressements qu'on s'accordait à considérer comme inévitables. On ne garde pas indéfiniment ses illusions quand on est à chaque instant en contact avec les réalités. Mais, chose surprenante, aussitôt connue la décision de donner aux finances de l'Etat une base saine et stable, la seule d'ailleurs que les pays civilisés aient maintenue au cours des siècles, et que seules la force des choses et des circonstances inouïes avaient contraint certains pays d'abandonner pour un temps, des protestations s'élevèrent.

D'aucuns ont sans doute perdu de vue les controverses, les critiques passionnées, les ennuis des précédentes années. Au surplus, si peu nécessaire que cela paraisse, il n'est pas inutile d'apporter en faveur de la formule nouvelle quelques arguments.

La monnaie de papier libano-syrienne qu'il n'est pas question de faire disparaître pour l'instant était bonne à son heure parce que, pour remplacer la livre égyptienne, elle paraissait alors la meilleure des solutions possibles ; alors il était permis de croire et d'espérer qu'elle se maintiendrait avec le franc français, à un niveau à peu près constant, comme cela s'était vu en 1921, en 1922 et jusqu'en 1923. Même, il n'était pas absolument interdit de croire à une revalorisation très lente du franc français comme cela s'est vérifié pour d'autres monnaies modérément dépréciées.

Depuis lors, des faits se sont produits, particulièrement instructifs et qui forcent de considérer les choses sous un autre angle. La valeur du franc français a varié dans des proportions déconcertantes. A deux reprises en 1924 et en 1926, elle est passée du simple au double, dans l'intervalle de quelques mois, dans le sens du fléchissement puis dans le sens de la reprise ; cela, sans tenir compte d'une dépréciation lente d'année en année, et de variations considérables d'un jour à l'autre.

La dépréciation lente a eu pour conséquence l'effritement quasi insensible du budget, la réduction automatique des impôts et mille difficultés à leur suite. Les variations brusques ont par deux fois et pendant des mois jeté le pays et le gouvernement dans la plus grande perplexité.

Par définition un budget ne signifie pas autre chose que *des prévisions* ; or, il n'était plus possible de rien prévoir, on allait à l'aventure. Tels travaux publics, réalisables la veille, cessaient de l'être le lendemain ou, faute de ressources, restaient inachevés. Des conflits nombreux surgissaient où la loi s'élevait contre le droit. J'ai déjà parlé

assez longuement des classes salariées et des fonctionnaires pour qu'il faille reprendre la démonstration en ce qui les concerne.

Par bonheur cependant, le commerce dans sa majeure partie et un grand nombre de citoyens étaient revenus dès 1924 à la base de l'or, pour l'essentiel de leurs transactions ; mais enfin tous les habitants du territoire, Libanais, Français et autres étaient dans le désarroi.

Tout imposait, les circonstances le permettant, un retour à la stabilité et à la vie normale du point de vue financier. Chez nous, aucun obstacle sérieux n'empêchait ce retour.

## L'EXEMPLE DE L'EUROPE

Ailleurs, l'expérience des dernières années avait été profitable dans un sens, à l'univers entier, sans excepter la France. Les yeux s'ouvraient et l'évidence se séparait de doctrines hâtivement construites dont on apercevait tout à coup la fragilité. L'Allemagne, l'Autriche, pays dont la monnaie fiduciaire était devenue nulle ou presque, et dont la vie économique était absolument faussée, étaient revenues à l'or ou à une monnaie équivalente.

Depuis lors, d'autres pays ont suivi, la Belgique en dernier lieu qui a stabilisé son franc et créé une nouvelle monnaie de compte à base d'or ; tôt ou tard, d'une façon ou de l'autre, la France arrivera au même résultat car on a fini par se souvenir qu'une monnaie est une unité de mesure comme le kilogramme ou le mètre et qu'il est proprement absurde de concevoir un kilogramme ou un mètre qui varierait chaque jour.

Messieurs, il ne nous restait qu'à suivre le mouvement et c'est ce que le Gouvernement a fait en prenant le parti de soumettre aux Chambres un budget établi en or. Chez nous du reste, le redressement est infiniment plus facile qu'ailleurs pour des raisons que je vous disais déjà l'an dernier alors que, simultanément, je formulais le souhait que les achats d'or fussent faits pour le compte de l'Etat.

En effet, nous n'avons pas de dette intérieure. Notre dette extérieure se limite à notre part de la Dette Publique Ottomane, part que nous ne paierons en aucun cas à un cours plus onéreux que celui que stipulera avec ses créanciers le débiteur principal : la République de Turquie.

Enfin, nous avons conservé de l'or et surtout l'habitude de compter en or, la coutume étant en cette matière un facteur essentiel. La base de l'or, pour un grand nombre, n'aura-t-elle pas été un fait avant de devenir légale ?

## LE RETOUR A L'OR ET LE RENCHERISSEMENT DE LA VIE

J'entends que l'objection dominante est la crainte du renchérissement de la vie. Il y a plus d'une réponse à faire à cette question, qui n'est peut-être qu'un préjugé. Et d'abord d'un point de vue de doctrine pure, faut-il admettre que les pays où la vie est chère sont des pays en voie de s'appauvrir ? De grands exemples prouveraient le contraire. En temps normal, les pays les plus chers sont souvent les plus prospères, ceux où l'on peut s'enrichir le plus facilement. L'Amérique entière, l'Egypte, les Indes, tout l'Empire Britannique l'attestent. Bon marché excessif et surtout factice

comme celui qui résulte de la dépréciation de la monnaie signifie à la longue usure et pauvreté. La France et l'Italie, qui relèvent en ce moment leurs prix en même temps que leur monnaie ont mesuré quel privilège coûteux signifiait pour eux le trop bon marché de l'existence. Ces grands pays ont constaté qu'ils sacrifiaient petit à petit leur propre substance, et que ce qu'ils donnaient à bon marché, c'était le travail de leurs cerveaux et de leur bras.

Pendant la chute du mark allemand avant l'effondrement de cette monnaie, un Anglais ou un Américain pouvait se loger dans les plus grands hôtels de Berlin pour deux ou trois shillings ou un demi dollar par jour correspondant alors à des centaines ou des milliers de marks ; cela voudrait-il dire que l'Allemagne et l'hôtelier allemand faisaient alors une bonne affaire ?

D'autre part le bon sens veut que des prix plus élevés impliquent une vie économique intérieure mise tout entière, graduellement sans doute, au même diapason ; le bon sens veut aussi qu'il résulte de ce redressement une circulation d'argent plus grande. Si par hypothèse de travail au Liban était donné pour rien, le pays en serait-il plus riche ?...

Quel que soit chez nous le prix de la vie, les produits que nous achetons à l'étranger coûteront ils à l'importateur libanais un sou de moins ? Ce qui importe au premier chef c'est qu'un pays *considéré dans son ensemble*, monnaye son travail matériel ou intellectuel, qu'il vende les produits de son industrie ou de son sol, le plus cher possible, *la concurrence locale ou étrangère servant de frein*, et que par contre il achète à l'Etranger, le meilleur marché possible, ce dont il a besoin et qu'il ne possède pas.

Quant à la concurrence étrangère, il y a soit dit en passant, pour se défendre au besoin contre elle quand il s'agit d'industries naissantes ou même florissantes, ou encore de produits de sol nécessaire à la consommation d'un pays, la ressource de la protection douanière.

Bref, c'est là, j'en conviens, un vaste problème qu'il ne m'est pas possible de développer ici comme je le voudrais mais qui ne s'impose pas moins à la réflexion sous ses différents aspects.

Songez aussi que le bon marché excessif de la main-d'œuvre provoque irrésistiblement l'émigration de cette main-d'œuvre dans les pays où l'effort de l'homme est mieux rémunéré.

Je suis très loin, remarquez-le bien, de prôner la cherté ; ce serait un contresens et l'opposé de ma pensée ; je veux dire seulement qu'en pareil cas, la sous-estimation des choses, et j'insiste sur ce mot sous-estimation, est une erreur économique onéreuse.

Donc pendant quelque temps nous avons entretenu, involontairement certes, des illusions ; nous avons accordé à un signe monétaire, une valeur constante ou presque, alors que cette valeur diminuait considérablement ou regagnait au contraire le terrain perdu. De légères variations pouvaient nous laisser indifférents parce qu'elles ne modifiaient rien à l'essentiel de la vie économique et sociale ; mais, les écarts extraordinaires dont nous avons été les témoins ont provoqué des secousses violentes à quoi il faut trouver d'urgence, préventivement et définitivement un remède certain. D'où le retour logique et nécessaire à la base de l'or.

Et d'ailleurs, dans la vie courante, le problème n'est-il pas déjà en grande partie résolu ? Combien d'objets ou de services sont tarifés en or ? Les terrains bâtis et non bâtis, les loyers, le blé, l'huile, le beurre, le petit bétail que les pays voisins nous vendent pour notre alimentation ; le drap dont on fait son vêtement, le charbon et le bois dont on se chauffe, les automobiles, l'essence, mais il n'est plus possible de tenter une énumération.

*(à suivre)*